Évolutions historiographiques, passé national, éducation en Grèce : relations interconfessionnelles ottomanes et controverses autour d'un manuel scolaire

Isabelle Depret

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/6886>

DOI : 10.4000/cdlm.6886

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2013

Pagination : 331-347

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Isabelle Depret, « Évolutions historiographiques, passé national, éducation en Grèce : relations interconfessionnelles ottomanes et controverses autour d'un manuel scolaire », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 86 | 2013, mis en ligne le 15 décembre 2013, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/6886> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.6886>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Évolutions historiographiques, passé national, éducation en Grèce : relations interconfessionnelles ottomanes et controverses autour d'un manuel scolaire

Isabelle Depret

- 1 Le roman *Terres de sang* de Dido Sotiriou a pour cadre l'Asie Mineure, au début du xx^e siècle. Le personnage central est un jeune Grec orthodoxe, originaire d'un village chrétien situé près d'Éphèse. Les habitants de ce village se définissent comme « Grecs » et pourtant, ils parlent tous le turc. Leurs relations avec les musulmans des villages proches semblent fréquentes et très positives¹. Envoyé à Smyrne, le protagoniste y découvre une ville fascinante, cosmopolite, où des conflits sociaux traversent chacune des communautés confessionnelles. Cette coexistence interreligieuse paisible est dramatiquement bouleversée par l'exacerbation des nationalismes². Ce conte s'inspire d'une expérience personnelle. Dido Sotiriou, née en 1909 à Aydin, s'est installée à Smyrne/Izmir (actuellement en Turquie) en 1919 avec sa famille. Comme des centaines de milliers de chrétiens orthodoxes d'Anatolie et de Thrace, elle rejoint la Grèce en 1923 à l'issue de la guerre gréco-turque³. Très proche du parti communiste durant l'entre-deux-guerres, elle s'en détache dès 1947 tout en conservant ses idéaux. Elle devient journaliste, écrivain et femme engagée – notamment en faveur du rapprochement entre les peuples grec et turc⁴. Cet ouvrage célèbre, paru en 1962, offre une fresque romancée mais contrastée de rapports interreligieux locaux dans l'Empire ottoman tardif. Ce tableau ne correspond pas à celui que brosse, en Grèce, l'histoire scolaire. Celle-ci, depuis le xix^e siècle, tend plutôt à mettre en scène des nations, qui apparaissent, paradoxalement, comme des entités largement a-temporelles, aux contours clairs.

- 2 Dans l'ouvrage collectif *Les lieux de mémoire*, Pierre Nora souligne ce qui peut *a priori* opposer histoire et mémoire : « La mémoire est un phénomène toujours actuel, un lien vécu au présent éternel [...]. L'histoire, parce qu'opération intellectuelle et laïcisante, appelle analyse et discours critique »⁵. Ici, l'histoire est posée comme science, comme raisonnement distancié, critique, alors que la mémoire sélectionnerait le passé en fonction de logiques psychologiques – ou physiologiques – ancrées dans le présent. Dans le même sens, peuvent aussi être opposés « histoire » et « mythe », deux modes d'appréhension et de mise en forme du passé collectif⁶. Les deux notions s'inscrivent aussi dans des logiques polémiques : tandis que l'histoire se revendique aujourd'hui comme discipline positive – elle viserait la connaissance la plus fidèle possible d'événements révolus – le « mythe » a été replacé du côté de l'oralité, de la fiction de l'imaginaire, de la parabole, voire de la falsification⁷. Dans la pratique, certes, ces phénomènes sont plus imbriqués que ne le suggèrent leurs définitions idéal-typiques. Ce sont ces décalages et articulations – entre souvenirs personnels, mémoire collective, éducation nationale et recherche historique qui seront considérés ici. Existe-t-il « vérité historique », entre recherche scientifique, histoire scolaire et souvenirs personnels ? Ou bien, à des degrés divers, sommes-nous toujours confrontés à des lectures – et à des reconstructions – du passé ? En quoi l'histoire scolaire représente-t-elle à cet égard un théâtre stratégique ?
- 3 Dans un premier temps, je soulignerai le développement, depuis une trentaine d'années, de la recherche concernant les liens entre histoire et politique. J'inscrirai le cas grec dans ce cadre, en me penchant sur une période sensible du passé national : la période ottomane. Dans un second temps, une controverse récente autour d'un manuel scolaire sera l'occasion de souligner des tensions entre plusieurs lectures du passé, tensions également entre « communautés mémorielles » et recherche historique, dans la Grèce du XXI^e siècle.

Histoire et politique, un cadre problématique

- 4 Depuis les années 1980, la réflexion des historiens sur leur rapport au pouvoir, aux idéologies nationales, sur les instrumentalisations politiques de l'histoire s'est fortement développée⁸. Les liens entre histoire et politique – et spécialement entre histoire et construction nationale – ont constitué un axe de la recherche historiographique depuis plusieurs décennies⁹. D'une part, les ouvrages d'histoire ne sont plus simplement considérés comme des connaissances purement scientifiques mais comme des mises en forme, une « reconstruction », en ce sens, du passé, voire un récit. D'autre part, le passé n'appartient pas seulement à la corporation des historiens : l'histoire, par ses liens à la mémoire, à l'identité, à des enjeux sociétaux, intéresse aussi les États, les acteurs publics : les politiques mémorielles (célébrations, promotion de figures nationales, construction et diffusion de lieux de mémoire) ou les politiques du patrimoine constituent des exemples clés de ces interactions¹⁰. Reflétant les préoccupations actuelles d'une catégorie professionnelle, l'historien français Pierre Nora, dans l'opuscule *Liberté pour l'histoire*, entend défendre « la liberté d'expression des historiens contre les interventions politiques et les pressions idéologiques de toute nature »¹¹. Le manuel scolaire – au carrefour, précisément, du domaine scientifique, de l'éducation nationale et de choix politiques – a lui aussi été érigé à la fin xx^e siècle en objet d'étude historiographique.

- 5 Les travaux d'analyse de contenu se sont multipliés pour envisager la place du manuel scolaire dans la construction d'une conscience collective, à l'âge des États-nations. Ces travaux soulignent à quel point le livre d'histoire, qui prétend représenter la connaissance, n'est pas neutre : rédigé à un moment donné, dans un contexte particulier, il porte l'empreinte d'un programme – défini par le politique – et des choix de ses auteurs. Il est le fruit de sélections, d'interprétations, de valorisations et d'oublis. Menés dans des pays variés, ces travaux ont souligné à quel point les manuels scolaires sont le miroir d'une société – voire le produit d'un projet « dominant » ou sanctionné par le pouvoir¹². En France, dans le sillage de l'ouvrage collectif *Les lieux de mémoire*, les travaux de Suzanne Citron, de Christian Amalvic, François Hartog, Jacques Le Goff, Mona Ozouf explorent ces liens entre conscience collective, promotion d'une conscience républicaine et construction d'une « mythologie » nationale¹³.
- 6 Dans le cadre d'un État nation, d'un État démocratique, l'espace scolaire constitue un secteur stratégique. L'histoire peut se constituer en un domaine d'affirmation, de revendication, de confrontation. Ces enjeux peuvent avoir des échos dans les manuels scolaires, diffusés à des générations d'élèves : ainsi, depuis la fin des années 1960, aux États-Unis comme en Amérique latine, un défi a été, par exemple, la prise en compte des catégories jusqu'alors absentes dans le récit national : les minorités, les Noirs, les populations indiennes ou encore les femmes¹⁴. Certains épisodes du passé collectif – objet de débats passionnés ou contradictoires – restent sensibles. La manière dont ils sont abordés – ou passés sous silence – dans les manuels scolaires est alors révélatrice d'un compromis entre acteurs de l'État, de l'éducation nationale et historiens à un moment donné : ainsi, la période communiste – ou les accents par trop patriotiques des manuels – dans les pays d'Europe orientale et en Russie depuis la fin du xx^e siècle¹⁵ ; ainsi, les comportements du pouvoir, la participation à la Shoah des États européens pendant la seconde guerre mondiale ; les crimes de guerre commis par l'armée japonaise dans les années 1940¹⁶ ; l'héritage colonial dans les anciennes « métropoles » ou les pays autrefois colonisés¹⁷. Les récits nationaux du passé collectif, qui incluent un regard sur l'autre, peuvent aussi avoir des répercussions dans le domaine des relations internationales¹⁸. Si la distinction entre mémoire et histoire a été accentuée par des historiens, le manuel scolaire s'inscrirait au carrefour de ces deux processus : présentant des connaissances et une interprétation du passé, il contribue aussi à façonner une mémoire collective. Il peut ainsi devenir un objet de polémique en raison de cette double dimension. État-nation né de l'éclatement de l'Empire ottoman, la Grèce a été particulièrement concernée par ces enjeux.
- 7 Depuis 1830, le passé a toujours représenté, en Grèce, une préoccupation pour le politique¹⁹. Jusqu'à très récemment, l'histoire enseignée à l'école a, en effet, autant visé à transmettre aux élèves des connaissances, des outils de promotion sociale qu'à cultiver une conscience nationale, susceptible en retour de légitimer l'État et ses frontières²⁰.
- 8 Particulièrement clair dans la seconde moitié du xix^e siècle et au début du xx^e siècle²¹, cet objectif reste explicite dans la constitution grecque actuelle, celle de juin 1975. L'article 16 inclut en effet parmi les visées de l'éducation nationale, mission fondamentale de l'État, « le développement d'une conscience nationale et religieuse »²².
- 9 Les conditions de formation de ce pays, une politique irrédentiste menée à la fin du xix^e siècle, enfin l'installation d'un million de réfugiés orthodoxes en 1922-1924 ont consolidé un État à tendance confessionnelle, ce dont témoigne l'enseignement public :

ceci vaut spécialement pour les deux disciplines que sont l'histoire et l'éducation religieuse²³. Depuis le XIX^e siècle, l'Église orthodoxe est juridiquement définie comme religion dominante en Grèce²⁴.

- 10 Au début du XXI^e siècle, la rédaction des manuels scolaires reste sous le contrôle étroit de l'État²⁵. À chaque niveau scolaire, un manuel unique – produit, édité et distribué par le ministère de l'Éducation nationale et des Cultes – est utilisé. L'histoire est obligatoire dès les trois dernières années du cycle primaire – c'est-dire à partir de l'âge de 9-10 ans – puis au collège et au lycée généraux, à raison de deux heures par semaine²⁶.
- 11 Le programme de 4^e année de primaire concerne les « temps anciens », celui de 5^e année les « temps byzantins », de 6^e année les « temps modernes ». Ce découpage chronologique ternaire est repris au collège, puis au lycée de manière plus approfondie. Contrairement à ce que leurs titres peuvent laisser supposer, ces ouvrages sont très nettement helléno-centrés au début des années 2000. Tout en n'étant pas privilégiée, l'histoire européenne est évoquée, alors que celle extra-européenne est largement absente²⁷.
- 12 Dans la mesure où cette classe sera ici au centre de la polémique, il convient de s'arrêter sur le manuel de 6^e année de primaire – en vigueur en 2009-2010. Rédigé au milieu des années 1980, mais révisé en 1997, il s'adresse à des élèves de 11-12 ans²⁸.
- 13 Un quart de l'ouvrage concerne la période ottomane²⁹. La plus grande partie du territoire grec actuel s'est, en effet, inscrite dans l'espace ottoman pendant quatre siècles, davantage pour certaines régions³⁰. Ces siècles sont présentés comme une parenthèse dans le cheminement plurimillénaire de la nation, une période de ténèbres. L'expression « aux temps de la servitude » (στα χρόνια της σκλαβιάς) est reprise de manière récurrente et vient résumer, pour les Grecs, l'histoire de cette période. Alors que la Grèce ancienne et l'Empire byzantin font l'objet de manuels entiers, la période ottomane est donc encore très largement dévaluée dans l'histoire scolaire.
- 14 Un document iconographique peut ici être mentionné. Un tableau représentant la révolte du 3 septembre 1843 à Athènes³¹ illustre l'ouvrage, page 168. Une partie du tableau est coupée. Sur le tableau complet apparaissent, en bas, des personnages portant cheveux longs, moustaches, foustanelle³², coiffés de fez³³. Certains conversent assis sur le sol les jambes croisées. Ces traces de culture « orientale » seraient-elles rejetées par un ouvrage qui insiste sur la pleine insertion de la Grèce dans l'espace européen « occidental » ?
- 15 Si ce manuel tend à identifier les notions de « chrétiens orthodoxes » et de « Grecs », symétriquement les termes Ottomans, musulmans et Turcs sont utilisés comme interchangeables. Or, d'une part la société et les élites ottomanes n'étaient pas seulement composées de « Turcs »³⁴ ; d'autre part, le terme de « Turc » a connu une évolution sémantique notable depuis le XIX^e siècle³⁵.
- 16 L'accent est mis exclusivement sur la communauté chrétienne orthodoxe dont l'autonomie d'organisation est mise en relief. Les rapports interconfessionnels y sont finalement peu abordés, sinon sous l'angle de la domination et de l'oppression exercées par le pouvoir musulman :

Les Grecs asservis ont beaucoup souffert sous le joug des Turcs [qui] considéraient les *rayas* ³⁶ comme inférieurs et les obligeaient à se vêtir, se loger pauvrement, à exécuter des corvées [...]. Les Turcs humiliaient et avilissaient les chrétiens et nombre d'entre eux ont subi d'effroyables tortures [...]. Une terrible épreuve pour les chrétiens fut l'islamisation. Les Turcs contraignaient souvent les chrétiens à

embrasser la religion musulmane et pourtant ceux qui ont préféré la mort en martyrs plutôt que de changer de religion ne sont pas rares³⁷.

- 17 Les conversions religieuses sont présentées comme des opérations forcées et violentes³⁸. La question des échanges interreligieux n'est pas directement envisagée, l'ouvrage insistant sur la cohésion et la continuité de la communauté confessionnelle. Néanmoins le sujet est abordé indirectement, au travers du thème des « cryptochrétiens », auquel l'ouvrage accorde une page entière ; ou encore, par le biais d'un récit littéraire, proposé à titre de document : trois hommes prêts à s'entretenir, l'un janissaire, l'autre Vénitien, le troisième chrétien grec, s'aperçoivent avec stupeur qu'ils sont venus se recueillir sur la tombe du même père³⁹. Les « cryptochrétiens » désignent des personnes qui, à l'époque ottomane, auraient conservé leur foi et leurs pratiques chrétiennes, tout en adoptant extérieurement les traits de la foi musulmane. Si le crypto-christianisme constitue une question socio-historique fort intéressante, il s'agit aussi d'un sujet sensible et propice aux usages politiques⁴⁰.
- 18 En Grèce, la lecture scolaire de la période ottomane est donc loin d'évoquer une ère de coexistence interreligieuse idyllique. Une telle vision du passé – que privilégie aujourd'hui un courant néo-ottomaniste en Turquie⁴¹ et que pourrait suggérer l'ouvrage de Dido Sotiriou pour la période du début du xx^e siècle – est généralement envisagée comme un discours de légitimation politique étranger, éloigné d'une bien plus sombre réalité⁴².
- 19 Les méthodes d'enseignement de l'histoire à l'école, centrées sur l'apprentissage par cœur, l'attente d'une reproduction, par les élèves, du texte littéral du manuel lors des épreuves, contribuent à l'ancrage d'une lecture unique, incontestable, du passé collectif. Cette approche, et ces méthodes sont néanmoins mises en cause par nombre d'historiens et d'enseignants en Grèce même⁴³. La refonte des manuels décidée par le ministère de l'Éducation nationale au début du xxi^e siècle s'inscrit dans ce débat et prend en compte ces critiques.

Communautés mémorielles contre recherche historique ? Controverse autour d'un manuel d'histoire

- 20 À l'automne 2006 entre ainsi en vigueur une nouvelle génération de livres scolaires et, dans ce cadre, un nouveau manuel est introduit en 6^e classe de primaire. La coordinatrice de l'équipe rédactionnelle, Maria Repoussi, est professeur d'histoire et de didactique à l'université Aristoteleio de Thessalonique⁴⁴. Selon cette enseignante, cette réforme visait, entre autres, à émanciper les élèves d'une histoire consolidant des stéréotypes nationaux ; à promouvoir, d'autre part, une démarche qui encouragerait l'esprit critique des élèves et familiariserait ces derniers avec le travail de l'historien⁴⁵. En ce sens, il n'est pas neutre.
- 21 Ces défis s'articulent aussi à des préoccupations politiques. Au-delà du thème, officiel, du bon voisinage entre peuples balkaniques, la diplomatie hellénique s'est, en effet, timidement engagée, depuis la fin des années 1990, dans une politique de rapprochement avec la Turquie. Cette orientation, largement suivie dans le secteur économique ou culturel, suscite des résistances au plan interne⁴⁶.
- 22 L'ouvrage, qui demeure centré sur l'histoire des Grecs et qui reprend largement les axes classiques de l'historiographie nationale, ne constitue en aucun cas un manuel «

révolutionnaire ». Clair, bien structuré, proposant des sources variées et des pistes de réflexion pour les élèves, il représente néanmoins un net effort de renouvellement méthodologique et pédagogique⁴⁷.

- 23 Au regard des manuels précédents, il se caractérise aussi par un vocabulaire plus précis, où l'affectif et le normatif sont moins présents. Cette approche davantage distanciée concerne des étapes clés du passé collectif, telles la période ottomane ; la période 1821-1830, qui consacre l'indépendance nationale et étatique ; enfin, la déroute grecque d'Asie mineure en 1922-1923 et ses implications. La controverse se cristallise précisément sur ces trois moments⁴⁸. Enfin, l'ouvrage évite de mentionner des thèmes que la plupart des historiens actuels considèrent comme des « légendes » : ainsi le thème des écoles secrètes à l'époque ottomane⁴⁹.
- 24 Avant même sa mise en circulation, l'ouvrage est pourtant mis en cause. L'archevêché orthodoxe d'Athènes puis un réseau nationaliste⁵⁰ lui reprochent de saper les fondements de l'identité hellénique, de relâcher les liens entre Église orthodoxe et nation, de proposer une relecture biaisée du passé, au nom d'impératifs de politique extérieure⁵¹.
- 25 D'abord marginales, ces critiques se font plus audibles au début de l'année 2007, débouchant sur une controverse qui pénètre l'espace parlementaire et les médias. Le camp des contestataires inclut des éducateurs, personnes ou organisations nationalistes, voire d'extrême droite⁵², mais aussi des associations de réfugiés, des centres de recherche, le parti communiste et l'Église orthodoxe de Grèce. Une pétition, lancée par le site électronique Antivaro, sollicite le retrait immédiat de cet ouvrage et recueille plusieurs milliers de signatures⁵³. Cette mobilisation suscite, par contrecoup, l'implication d'historiens, d'enseignants, d'intellectuels dans la polémique. Ainsi, au début de l'année 2007, des historiens et universitaires signent une lettre publique, qui prend la défense du manuel⁵⁴.
- 26 L'entrée du sujet dans le débat politique provoque des polarisations subtiles : la Néo-Dimokratia, parti conservateur au pouvoir, semble profondément partagée, la ministre de l'Éducation nationale, Marietta Iannakou, refusant de désavouer publiquement l'ouvrage. Si le PASOK (principal parti d'opposition, de centre gauche) et le SYRIZA (petite formation de gauche) soutiennent le nouveau livre, en revanche le Parti Communiste lui reproche de se plier aux dictats de la mondialisation libérale⁵⁵. Prolongements supra-étatiques de la controverse, l'ensemble des partis de Chypre (partie grecque), puis le ministère de l'Éducation nationale de ce pays récusent le traitement de la question chypriote et demandent au gouvernement grec une réécriture de l'ouvrage⁵⁶.
- 27 Quoiqu'en 2006, la population grecque se caractérise plutôt par son indifférence sur la question, l'exacerbation de la controverse contribue à une radicalisation des opinions et ceci, à quelques mois des législatives. Selon M. Repoussi, au printemps 2007, « l'opinion publique » aurait rejeté ce manuel à plus de 80 %⁵⁷.
- 28 Parmi les points contestés de cet ouvrage, figure celui de dépeindre de manière adoucie et trop bienveillante l'Empire ottoman comme un espace de tolérance interconfessionnelle en évoquant, notamment, la vie quotidienne paisible, des occasions de réjouissances, des liens avec le monde ottoman dans le domaine culturel ou vestimentaire ou encore la prospérité de certains chrétiens orthodoxes au cours de ces siècles⁵⁸.

- 29 Selon le politologue Konstantinos Cholevas, partisan déclaré du retrait du manuel, ces nouvelles lectures « se fondent sur le mythe de la tolérance ottomane. Or, les Turcs n'ont commencé à devenir tolérants qu'après 1650 et surtout après le XVIII^e siècle »⁵⁹.
- 30 Dans un contexte pré-électoral tendu, le ministre de l'Éducation choisit de déférer l'ouvrage pour expertise à l'Académie d'Athènes⁶⁰. Or, en mars 2007, cette institution remet un rapport sévère, indiquant aux auteurs plus de 80 points de correction⁶¹.
- 31 La polémique atteint une forte visibilité médiatique le 25 mars 2007, jour de la fête nationale, lorsqu'un petit groupe d'extrême droite⁶² réuni devant le Parlement brûle publiquement des exemplaires du manuel au moment du défilé militaire⁶³.
- 32 Les législatives du 16 septembre 2007 marquent, à cet égard, un tournant⁶⁴. La reconduction au pouvoir de la Nea Dimokratia s'accompagne d'un remaniement ministériel, qui concerne le portefeuille délicat de l'Éducation nationale⁶⁵. Une semaine après les élections, le nouveau ministre, Evripidis Stylianidis, décrète l'abandon pur et simple d'un manuel par trop controversé⁶⁶. Si l'issue directe de cette polémique semble celle d'un projet avorté, j'insisterai plutôt sur des évolutions en profondeur dans ce domaine.
- 33 Au début du XXI^e siècle, la Grèce – où la thèse de l'homogénéité nationale et religieuse fait partie du discours politique – semble redécouvrir sa diversité. En témoigne le regain d'intérêt, dans les travaux de sciences sociales, pour des groupes culturels jusqu'alors peu considérés : Roms, Tchams, Sarakatsanes, Pomaques, Arvanites, entre autres⁶⁷.
- 34 L'Église orthodoxe reste de fait l'Église établie mais le processus de sécularisation de la société et de l'État se poursuit, comme l'illustrent l'autorisation du mariage civil en 1982 ou la suppression de la mention confessionnelle sur les cartes d'identité au printemps 2000⁶⁸. Le judaïsme⁶⁹, le catholicisme⁷⁰ et l'islam⁷¹ représentent des religions minoritaires. Pourtant, l'arrivée en Grèce de plus d'un million d'immigrés depuis le début des années 1990 transforme le paysage social et culturel. Plus d'un dixième de la population de Grèce serait constitué d'immigrés récents, parmi lesquels 700 000 à 800 000 sont originaires d'Albanie. Le nombre de personnes de culture musulmane s'est également accru depuis vingt ans, car au-delà des 100 à 120 000 musulmans reconnus de Thrace occidentale, plus de 600 000 musulmans, issus d'horizons variés, résident, notamment, en Attique⁷².
- 35 Les enfants d'immigrés sont intégrés dans le système scolaire : en 2009, ils sont plus de 140 000, sur un total de 1 432 000 élèves en Grèce⁷³. Les rapports classiques entre identité et altérité, les représentations du « nous » et des peuples voisins ne peuvent qu'être remis en question par ces transformations. Si tous les élèves ne sont donc pas chrétiens orthodoxes en Grèce, les autres religions sont peu évoquées – voire absentes – des manuels scolaires.
- 36 Témoin de ces évolutions, la rédaction, par un collectif d'auteurs de plusieurs nationalités, d'un manuel commun d'histoire sud-est européenne. Cette entreprise, lancée par le Centre d'études pour la démocratie et la réconciliation en Europe du Sud-Est – organisation engagée – a débuté en 1999, coordonnée par l'historienne grecque Kristina Koulouri⁷⁴. En 2005-2006, quatre volumes d'histoire moderne du Sud-Est européen sont diffusés en plusieurs langues – dont le grec – et constituent l'un des résultats de ce projet ambitieux, eu égard au passé conflictuel de cette région⁷⁵. Qualifiés de « matériel pédagogique alternatif », ces manuels s'incrivent en marge des

circuits scolaires officiels⁷⁶. Ils s'adressent d'abord à des élèves de 15 à 18 ans⁷⁷. Signe, ici, d'un renouvellement radical de l'approche, un volume entier est consacré à l'Empire ottoman⁷⁸. L'un des chapitres de l'ouvrage est intitulé « coexistence religieuse et discrimination ». Des interactions tant pacifiques que conflictuelles sont suggérées, à travers des sources variées, qui présentent parfois des visions contradictoires. Ce matériel pédagogique parallèle, encore peu utilisé par les enseignants en Grèce, offre une image beaucoup plus fine des rapports religieux à l'époque ottomane. Dans le même registre, est envisagée l'élaboration d'un manuel commun gréco-turc. La démarche est révélatrice et ambitieuse, compte tenu de mémoires nationales douloureuses et longtemps concurrentielles⁷⁹. Au-delà d'inerties apparentes, ces initiatives signalent donc des évolutions en profondeur.

- 37 Les matériaux pédagogiques destinés aux élèves musulmans de Thrace occidentale constituent un autre témoin intéressant de ces nouvelles problématiques. Depuis 1923, les musulmans de Thrace – protégés en droit international en tant que minorité – intègrent en effet des écoles primaires spéciales où l'enseignement est dispensé en grec et en turc. Or, dans la seconde moitié du xx^e siècle, des sociologues de l'éducation avaient souligné la position « schizophrénique » dans laquelle étaient placés les jeunes musulmans de cette région, écartelés entre deux récits nationaux parallèles, conçus comme incompatibles. Alors que ces jeunes Grecs se rattachent, par leur famille, à l'islam, à la culture turque – ou islamo-slave –, les manuels scolaires helléniques tendent à présenter l'islam, les Turcs et les Ottomans comme étrangers, par excellence, à la nation. Ces projets contradictoires ont nourri l'incomplète intégration des musulmans de Thrace en Grèce, et éclairent des affiliations identitaires « extro-centrées », des ressentiments, parmi les musulmans, à l'égard de l'État hellénique⁸⁰. En 2012, la controverse scolaire rebondit ainsi précisément en Thrace : le « comité consultatif des Turcs de Thrace » – une association non reconnue par l'État grec – demande au ministère de l'Éducation nationale hellénique la réécriture du manuel d'histoire contemporaine de classes primaires. Selon cet organisme, les manuels actuels inciteraient, en effet, « à la haine et à l'hostilité » entre chrétiens et musulmans, entre Grecs et Turcs⁸¹. Le programme d'enseignement destiné aux élèves musulmans de Thrace, coordonné depuis 1997 par Thalia Dragona et Anna Frangoudaki, a donné naissance à de nouveaux matériaux pédagogiques pour les enseignants et les élèves : le projet est de mieux inscrire ces groupes scolaires dans l'État – en particulier en renforçant la maîtrise de la langue grecque, sans toutefois nier l'identité culturelle spécifique de ces jeunes. Certains ont pu objecter que les musulmans de Thrace – cibles d'un programme et de supports spécifiques – restent considérés, dans cette logique, comme un groupe à part, dans l'espace scolaire ou dans la communauté nationale.
- 38 Il faut donc souligner le hiatus persistant entre la recherche historique – y compris celle menée par des chercheurs grecs, largement insérés dans les réseaux internationaux – et l'histoire scolaire étatique. Le développement des études ottomanes en Grèce, un domaine très mal connu et tabou dans l'enseignement il y a encore vingt ans, mérite d'être pointé⁸².
- 39 Or, les travaux historiques récents offrent un paysage subtil de voisinages interreligieux dans l'Empire ottoman⁸³. Des monographies centrées sur des régions ou des villes telles Istanbul, Smyrne, Salonique, Bitola, Beyrouth⁸⁴, invitent à se garder de toute vision généralisante ou caricaturale d'un Empire qui a couvert un espace considérable, admis des régimes et statuts variés et s'est profondément transformé en

plus de cinq siècles. La différence entre le registre du discours – théorique, théologique, politique – et les réalités sociales concrètes sont également à prendre en compte⁸⁵.

- 40 Dans l'État théocratique que fut longtemps l'Empire ottoman, la loi islamique a bien consolidé le statut de *dhimmi*, ce régime de protection sous contraintes accordé aux membres des religions du Livre (chrétiens et juifs). L'acceptation de l'altérité religieuse s'est accompagnée d'un système inégalitaire et hiérarchique, au profit de l'islam, religion du pouvoir⁸⁶. Dans un ouvrage collectif important paru en 1982, Benjamin Braude et Bernard Lewis soulignent que les *millets* – ces communautés religieuses en partie autonomes – n'apparaissent que progressivement et ne sont institutionnalisées qu'au XIX^e siècle⁸⁷. Dans ce cadre de gestion démographique impériale, les frontières confessionnelles, régulièrement consolidées, ont aussi été transgressées⁸⁸.
- 41 Certes, à partir de 1839, les réformes se sont traduites, dans l'Empire, par une égalisation juridique des statuts, quelle que soit la religion des sujets⁸⁹. Certes, à la fin du XIX^e siècle, l'idéal de l'ottomanisme affirme et promeut la thèse d'une harmonieuse entente entre toutes les confessions de l'Empire⁹⁰. Une série de facteurs a pourtant contrarié ce mouvement : les écarts entre les normes juridiques et leur application effective, compte tenu d'inerties de comportements et de mentalités ; la puissance, alors, des logiques centrifuges, nourries par des États européens⁹¹ ; un processus de nationalisation des communautés religieuses, qui a contribué à recomposer – voire à opposer – ces communautés entre elles⁹² ; enfin, de forts clivages internes et des ressentiments parmi les musulmans, alors même que la situation des non musulmans s'améliore⁹³.
- 42 Ces ambivalences caractérisent, tout particulièrement, la période charnière de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle. À Thessalonique, par exemple, alors quatrième ville de l'Empire⁹⁴, le partage d'une culture locale commune et des problèmes sociaux similaires, ainsi que des échanges constants⁹⁵ ou encore l'importance du polyglottisme, n'empêchent pas une séparation des groupes, séparation que tendent à consolider les hiérarchies religieuses. Des antagonismes s'expriment notamment sur le terrain socio-économique entre juifs – qui constituent plus de 50 % de la population totale de cette ville – musulmans, chrétiens grecs, serbes, bulgares, arméniens. Peu avant les guerres balkaniques sont signalés des cas d'intolérance ou de mépris de l'autre religieux, parmi lesquels des manifestations d'antisémitisme lors de la fête pascale orthodoxe⁹⁶. Inversement, recueillis des années 1930 aux années 1960 en Grèce, les récits d'anciens réfugiés chrétiens de Thrace orientale et d'Anatolie restent très marqués par l'expérience traumatisante des violences entre communautés. Pour autant, ces témoignages incluent aussi des souvenirs de rapports de respect mutuel et d'amitiés personnelles avec des musulmans ou des juifs⁹⁷.

Conclusion

- 43 Finalement, le thème de l'harmonieuse coexistence interreligieuse ottomane, qui apparaît bien dans la littérature et dans l'historiographie, se trouve revitalisé au tournant du XX^e et du XXI^e siècle. En Turquie actuelle – depuis l'arrivée de l'AKP au pouvoir – en Europe et aux États-Unis, cette remise à l'honneur du cosmopolitisme ottoman rejoint des débats présents, autour de la question du multiculturalisme – on parle aussi d'interculturalité⁹⁸ – dans les États-nations du XXI^e siècle ou encore de

projets de politique extérieure⁹⁹. Ce thème, d'abord peu repris par les historiographies balkaniques, vient néanmoins nourrir les grands axes actuels, y compris en Grèce.

- 44 « Qui contrôle le passé contrôle le futur », écrivait George Orwell, dans son roman de science fiction 1984¹⁰⁰. Ce slogan d'un parti totalitaire imaginaire conserve-t-il une pertinence dans les États démocratiques libéraux du XXI^e siècle ? Outil stratégique, le manuel ne peut, bien sûr, résumer à lui seul l'enseignement scolaire, où entrent aussi en compte le rôle de l'enseignant, les interactions dans la classe¹⁰¹, les réappropriations des lectures proposées. Il existe d'ailleurs d'autres vecteurs de formation pour les élèves tels la famille, les médias, les discussions ou lectures personnelles.
- 45 La controverse de 2006-2007 ne témoigne donc pas simplement de crispations, du poids de traumatismes vécus – ou transmis de génération en génération – de représentations « habituelles » de la mémoire collective¹⁰². Cet épisode, qui semble consacrer un repli sur des lectures traditionnelles, révèle en creux des transformations de fond, à apprécier sur le moyen terme¹⁰³.

NOTES

1. . Le meilleur ami du héros est, notamment, un berger musulman, qui assiste avec curiosité aux fêtes orthodoxes, fait appel à un médecin chrétien pour soigner son père malade.
2. . Dido Sotiriou, *Ματωμένα χώματα* [1962], Athènes, Kedros, 1972. L'ouvrage a été de nombreuses fois traduit et réédité : Dido Sotiriou, *Farewell Anatolia*, Athènes, Kedros, 1991.
3. . Konstantinos Tsitselikis (dir.), *Η ελληνο-τουρκική ανταλλαγή πληθυσμών. Πτυχές μιας εθνικής σύγκρουσης*, Athènes, Kritiki-KEMO, 2006.
4. . Christophe Chiclet, « Hommage à Dido Sotiriou », *Confluences Méditerranée*, n° 52, 2004-2005, URL <http://www.confluences-mediterranee.com/Hommage-a-Dido-Sotiriou-1909-2004> (consulté le 15 octobre 2012).
5. . Pierre Nora, « Introduction », dans Pierre Nora (dir.), *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1984, vol. 1, p. XIX.
6. . Claude Lévi-Strauss, *Anthropologie structurale*, Paris, Plon, 1958, chap. 10 et 11.
7. . « L'histoire : mythes et manipulations », *Humanisme*, n° 229-230, 1996, p. 1-83. Raoul Girardet, *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Seuil, 1990. Anne Morelli (dir.), *Les grands mythes de l'histoire de la Belgique, de la Flandre et de la Wallonie*, Bruxelles, Vie ouvrière, 1995.
8. . Entre autres : François Hartog et Jacques Revel (dir.), *Les usages politiques du passé*, Paris, Éditions de l'ÉHÉSS, 2001. François Hartog, *Évidence de l'histoire. Ce que voient les historiens*, Paris, Éditions de l'ÉHÉSS, 2005. Sophie de Beaune (dir.), *Écrire le passé. La fabrique de la préhistoire et de l'histoire à travers les siècles*, Paris, CNRS Éditions, 2010. François Hartog, *Le XIX^e siècle et l'histoire. Le cas Fustel de Coulanges*, Paris, Seuil, 2001. Jean Boutier et Dominique Julia (dir.), *Passés recomposés. Champs et chantiers de l'histoire*, Paris, Autrement, 1995. Jacques Le Goff, *Histoire et mémoire*, Paris, Gallimard, 1977. Jean Leduc, Violette Marcos-Alvarez et Jacqueline Le Pellec, *Construire l'histoire*, Paris, CRDP, 1994. Alun Munslow, *Narrative and History*, Basigstoke, Macmillan, 2007.
9. . Michael Apple, *Ideology dans Curriculum*, New York, Routledge, 1990 ; *id.*, *The State and the Politics of Knowledge*, New York, Routledge, 2003. Suzanne Citron, *Le mythe national. L'histoire de France en question*, Paris, Éditions ouvrières, 1991 ; *id.*, *L'histoire de France autrement*, Paris, Éditions

ouvrières, 1992. Marc Ferro, *Comment on raconte l'histoire aux enfants à travers le monde*, Paris, Payot, 2004. Eugene Provenzo, *Religious Fundamentalism and American Education. The Battle for Public Schools*, New York, New York University Press, 1990. Kristina Koulouri (dir.), *Clio in the Balkans. The politics of history education*, Thessalonique, CDRSEE, 2002. Luigi Cajani, Simone Lässig, Maria Repoussi et al. (dir.), *History Education under Fire. Textbooks and Curricula in International Perspective*, Braunschweig, G. Eckert Institute for International Textbooks Research (sous presse). Paul Ashton et Paula Hamilton (dir.), *History at the Crossroads. Australians and the Past*, Sydney, Halstead Press, 2010. Anna Frangoudaki et Thalia Dragona (dir.), *Τίναί η πατρίδα μας. Εθνοκεντρισμός στην εκπαιδευση* [Qu'est-ce que notre Patrie ? Ethnocentrisme dans l'éducation], Athènes, Alexandria, 1997.

10. . Pierre Nora (dir.), *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1997-1998, 3 vol. Antoine Garapon, *Peut-on réparer l'histoire ? Colonisation, esclavage, Shoah*, Paris, Odile Jacob, 2008. Johann Michel, *Gouverner les mémoires. Les politiques mémorielles en France*, Paris, PUF, 2010. Marie-Claire Lavabre, *Politiques du passé. Usages politiques du passé dans la France contemporaine*, Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence, 2006. Pascal Blanchard, *Les guerres de mémoire dans le monde*, Paris, CNRS Éditions, 2008.

11. . Ces deux interventions, de Pierre Nora et de Françoise Chandernagor, ont été rédigées suite au projet de l'Union Européenne de pénaliser « l'apologie publique, la négation, la banalisation grossière des crimes de génocides, crimes contre l'humanité et crimes de guerre ». Face à de possibles accusations, l'auteur précise que « si les historiens se sont élevés contre le principe de ces lois dites mémorielles, ce n'est nullement pour se réserver à eux-mêmes comme une propriété de la corporation, l'expression exclusive d'une vérité vraie ». Pierre Nora et Françoise Chandernagor, *Liberté pour l'histoire*, Paris, CNRS Éditions, 2008, p. 18.

12. . Par exemple, Michael Apple et Linda Christian-Smith (dir.), *The Politics of the Textbook*, New York, Routledge, 1991.

13. . Christian Amalvi, *Les lieux de l'histoire*, Paris, Armand Colin, 2005. Christian Amalvi, *Les héros des Français. Controverses autour de la mémoire nationale*, Paris, Bibliothèque historique Larousse, 2011. Suzanne Citron, *Le mythe national. L'histoire de France en question*, op. cit. ; id., *Enseigner l'histoire aujourd'hui. La mémoire perdue et retrouvée*, Paris, Éditions ouvrières, 1984. Mona Ozouf, *L'école de la France. Essais sur la Révolution, l'utopie et l'enseignement*, Paris, Gallimard, 1984.

14. . Joseph Moreau, *Schoolbook Nation. Conflicts over American History Textbooks from the Civil War to the Present*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 2003. Alvin Wolf, « Minorities in US History Textbooks 1945-1985 », *The Clearing House*, vol. 65, n° 5, 1992, p. 291-297. Joyce Delaney, « Voices not Heard. Women in a History Textbook », dans Kay Vandergrift (dir.), *Ways of Knowing*, Lanham, Scarecrow Press, 1996, p. 303-320. Geneviève Dermenjian, *La place des femmes dans l'histoire. Une histoire mixte*, Paris, Beldans, 2010.

15. . Mirela-Luminata Murgescu, « Educational System and History Teaching. Romania », dans Kristina Koulouri (dir.), *Clio in the Balkans...*, op. cit., p. 497-500. Razvan Paraianu, « The History Textbook Controversy in Romania », *Eurozine*, 11 novembre 2005, URL <http://www.eurozine.com/articles/2005-11-11-paraianu-en.html> (consulté le 15 octobre 2012). AFP, « Pro-Stalin History Textbook Sparks Controversy in Russia », *Deccan Herald*, 15 septembre 2010. Anna-Maria Dutceac Segesten, *Myth, Identity and Conflict. A Comparative Analysis of Romanian and Serbian Textbooks*, Lanham, Lexington Books, 2011. Elie Podeh, *The Arab-Israeli Controversy in Israeli History Textbooks 1948-2000*, Westport, Bergin and Garvey, 2002. Sylvie Guichard, *The Construction of History and Nationalism in India. Textbooks, Controversies and Politics*, Londres, Routledge, 2010.

16. . Sven Saaler, *Politics, Memory and Public Opinion. The History Textbook Controversy and Japanese Society*, Munich, Verlag, 2005. Kathleen Woods-Malsaki, « Examining the Japanese History Textbook Controversies », *Stanford Program on International and Cross-Cultural Education*, 2001, URL <http://spice.stanford.edu/docs/134> (consulté le 15 octobre 2012).

17. . Ainsi, en Australie, les conflits historiographiques autour du passé aborigène : Robert Manne (dir.), *Whitewash. On Keith Windschuttle's Fabrication of Aborigin History*, Melbourne, Blackink, 2003.
18. . Linda Symcox et Arie Wilschut (dir.), *National History Standards. The Problems of the Canon and the Future of Teaching History*, Charlotte (NC), IAP, 2009. Tony Taylor et Robert Guyver (dir.), *History Wars in the Classrooms*, Charlotte (NC), IAP, 2011. Simone Lässig et Thorsteinn Helgason (dir.), *Opening the Mind or Drawing Boundaries? History Textbooks in Nordic Schools*, Gottingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2010. Simone Lässig, Maria Repoussi et al. (dir.), *History Education under Fire...*, op. cit.
19. . Michael Hertzfeld, *Ours Once More : Folklore, Ideology and the Making of Modern Greece*, Austin, University of Texas Press, 1982. David Ricks, Paul Magdalino (dir.), *Byzantium and the Modern Greek Identity*, Londres, King's College, 1998. Isabelle Dépret, *Église orthodoxe et histoire en Grèce contemporaine. Versions officielles et controverses historiographiques*, Paris, L'Harmattan, 2009.
20. . Anna Frangoudaki et Thalia Dragona (dir.), *Τίναί η Πατρίδα μας...*, op. cit.
21. . Professeur d'histoire à l'université du Péloponnèse, Kristina Koulouri a souligné, dans sa thèse, la cristallisation, après 1850, d'une histoire nationale qui s'institutionnalise alors. Son travail analyse les instructions officielles concernant l'enseignement de l'histoire et de la géographie, de 1834 à 1914. À partir des programmes de 1881, le schéma ternaire, formulé un peu plus tôt par l'historien Konstantinos Paparrigopoulos, est repris. La vénération de l'Antiquité qui marque les premiers temps de l'enseignement étatique semble désormais contrebalancée par la valorisation imposante de Byzance, dans une logique d'exaltation du sentiment national. Kristina Koulouri, *Ιστορία και γεωγραφία στα ελληνικά σχολεία 1834-1914. Γνωστικό κείμενο και ιδεολογικές προεκτάσεις* [Histoire et géographie dans les écoles grecques 1834-1914. Connaissances et prolongements idéologiques], Athènes, Archives historiques de la jeunesse hellénique, 1988. Iannis Koubourlis, *La formation de l'histoire nationale grecque. L'apport de Spyridon Zambélios (1815-1881)*, Athènes, KNE-EIE, 2005.
22. . *Constitution hellénique du 11 juin 1975, révisée le 6 mars 1986*, article 16, Athènes, Service des Études de la Chambre des Députés, 1992.
23. . Isabelle Dépret, *Église orthodoxe et histoire...*, op. cit., p. 146-162.
24. . *Constitution hellénique du 11 juin 1975, révisée le 6 mars 1986*, article 3. Le terme de religion « dominante » apparaît dès la Constitution de 1844.
25. . Jusqu'aux années 2000, ce travail incombe à l'Institut pédagogique, instance composée de spécialistes nommés par le ministère de l'Éducation nationale et des Cultes.
26. . Décret présidentiel 1034 « Περί των διδασκομένων μαθημάτων και του αναλυτικού και ωρολογίου του δημοτικού σχολείου », *Journal Officiel*, FEK/347, 12 novembre 1977.
27. . *Στα αρχαία χρόνια* [À l'époque antique], manuel d'histoire, 4^e classe de primaire, Athènes, Organisme d'édition des manuels scolaires, 2000. *Στα βυζαντινά χρόνια* [À l'époque byzantine], manuel d'histoire, 5^e classe de primaire, Athènes, Organisme d'édition des manuels scolaires, 2000. *Στα νεότερα χρόνια* [À l'époque moderne], manuel d'histoire, 6^e classe de primaire, Athènes, Organisme d'édition des manuels scolaires, 2000.
28. . L'équipe de rédaction inclut Dionysios Aktynios, Aristeidis Velalidis, Maria Kaïla, Theodoros Katsoulakos, Iannis Papagrigoriou, Kostas Choreanthis.
29. . 70 pages sur 273, p. 17-86.
30. . Iannis Kolovos, *The Ottoman Empire, the Balkans, Greek Lands : Toward a Social and Economic History*, Istanbul, Isis Press, 2007.
31. . Cette révolte, fomentée par un groupe de militaires, avec le soutien du clergé et d'une partie de la population, vise le roi Othon et la monarchie absolutiste. Elle ne débouche pas sur le départ du roi, mais sur l'adoption d'une première constitution.
32. . Sorte de kilt porté dans les Balkans, notamment dans l'espace de la Grèce actuelle à l'époque ottomane. La foustanelle serait originaire d'Albanie du Sud.

33. . Coiffe du ^{xix}^e ottoman. Le fez aurait été porté dans l'Empire byzantin. Au ^{xix}^e siècle, un firman en fait une part du costume masculin dans l'Empire ottoman, quelle que soit la religion du sujet. Le fez doit alors remplacer le turban, jugé trop traditionnel.
34. . Suraya Faroqhi, *Κουλτούρα και καθημερινή ζωή στην Οθωμανική αυτοκρατορία από το Μεσσαιώνα ως τις αρχές του 20ου αι.*, Athènes, Exantas, 2000. Olivier Bouquet, *Les pachas du sultan. Essai sur les agents supérieurs de l'État ottoman (1839-1909)*, Bruxelles, Peeters, 2007. Meropi Anastassiadou (dir.), *Médecins et ingénieurs ottomans à l'âge des nationalismes*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2003. François Georgeon et Paul Dumont (dir.), *Vivre dans l'Empire ottoman. Sociabilités et relations intercommunautaires (xviii^e - xx^e siècle)*, Paris, L'Harmattan, 1997.
35. . Yves Ternon, *L'Empire ottoman*, Paris, Éditions du Félin, 2002. Étienne Copeaux, *Espaces et temps de la nation turque. Analyses d'une historiographie nationaliste 1931-1993*, Paris, CNRS Éditions, 1997.
36. . Les *rayas* (de l'arabe *ra'ya*, sujet, troupeau) désignent les sujets chrétiens dans l'Empire ottoman.
37. . Στα νεότερα χρόνια..., *op. cit.*, p. 31-32.
38. . Le thème des janissaires entre dans cette argumentation. L'accès au corps des janissaires a aussi pu être perçu comme un canal de promotion sociale pour des jeunes de familles non musulmanes. Godfrey Goodwin, *The janissaries*, Londres, Saqi Books, 1995.
39. . Στα νεότερα χρόνια..., *op. cit.*, p. 24-25.
40. . Giorgos Tzedopoulos, « Public Secrets : Crypto-Christianity in the Pontos », *Δελτίο Κέντρου Μικρασιαστικών Σπουδών*, n° 16, 2009, p. 165-210. Eleytheria Nikolaïdou, *Οι Κρυπτοχριστιανοί της Σπυριάς αρχές 18^{ου}-1912*, Ioannina, IMIAX, 1979, p. 97-104. Selim Deringil, « There is no Compulsion in Religion : On Conversion and Apostasy dans the Late Ottoman Empire 1839-1856 », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 42, n° 3, 2000, p. 547-548.
41. . Jean Marcou, « Le néo-ottomanisme, clé de lecture de la Turquie contemporaine ? », *Les clés du Moyen-Orient*, 4 mai 2012. L'historiographie nationale turque a d'abord rejeté l'héritage ottoman, ancien régime auquel étaient opposées la révolution et la modernité kémalistes. Étienne Copeaux, *Espaces et temps de la nation turque...*, *op. cit.*
42. . Selon Heraklis Millas – professeur de littérature turque en Grèce – dans les romans grecs, le « thème de la coexistence heureuse entre communautés semble uniquement concerner une période durant laquelle la domination ottomane était ébranlée [...] ». Heraklis Millas, « Η αναταλλαγή στην ελληνική και τουρκική λογοτεχνία. Ομοιότητες και διαφορές », dans Konstantinos Tsitselikis (dir.), *Η ελληνοτουρκική ανταλλαγή πληθυσμών...*, *op. cit.*, p. 404.
43. . Parmi d'autres, Kristina Koulouri, « Πως γράφεται η ιστορία », *Το Βήμα*, 27 janvier 2007. Antonis Liakos, « Modern Greek historiography (1974-2000). The Era of Transition from Dictatorship to Democracy », dans Jacques Revel et Giovanni Levi (dir.), *Political Uses of the Past. The Recent Mediterranean Experience*, Londres, Franck Cass, 2002, p. 351- 352. Efi Avdela, *Ιστορία και σχολείο*, Athènes, Nissos, 1998.
44. . Ses recherches personnelles portent notamment sur l'histoire de l'éducation et l'histoire des femmes. Maria Repoussi, « Mixité et éducation en Grèce au ^{xix}^e et ^{xx}^e siècles », *Mixité et co-éducation*, n° 18, 2003, p. 155-166.
45. . Maria Repoussi, « Να τελειώνουμε με τη μονομέρεια στα βιβλία », *Ελευθεροτυπία*, 18 mars 2007.
46. . Cette politique est entreprise sous le gouvernement de Kostas Simitis, après 1996. Les séismes d'août-septembre 1999 survenus – à quelques semaines de distance – à Istanbul et à Athènes ont suscité un mouvement émotionnel de solidarité entre les deux peuples. Ces événements et leur médiatisation ont facilité les démarches diplomatiques engagées. Également : Laurent Amar, « Avancées et limites du rapprochement gréco-turc », *Revue de l'Union Européenne*, n° 486, 2005, p. 149-154. Gilles Bertrand, « Le rapprochement gréco-turc. Dirigeants

charismatiques, opinion publique, intégration régionale », communication à la rencontre de l'Afembalk *Études balkaniques : état des savoirs et pistes de recherche*, 19 décembre 2002. Isabelle Dépret, *Religion, nation, citoyenneté en Grèce. L'Église orthodoxe et le conflit des cartes d'identité*, Paris, L'Harmattan, 2012, p. 103-106.

47. . Στα νεότερα και σύγχρονα χρόνια, manuel de 6^e année de primaire, Athènes, Éditions des ouvrages scolaires, 2006.

48. . Au centre des critiques, un paragraphe de la p.100 évoquant la « catastrophe micrasiatique ». La phrase « Des milliers des Grecs se bousculent sur le port pour monter dans des bateaux et fuir vers la Grèce » est jugée choquante. Elle décrirait mal en effet les souffrances vécues par les Grecs orthodoxes et la brutalité des troupes kémalistes.

49. . Dans ce manuel, le récit de l'indépendance n'est pas en premier lieu associé à l'Église orthodoxe, contrairement à des lectures antérieures. Les rapports de la haute hiérarchie orthodoxe au mouvement national ont été complexes. Isabelle Dépret, *Église orthodoxe et histoire...*, op. cit., p. 211-222.

50. . Ce groupe se dénomme « réseau 21 ».

51. . Voir le site électronique www.antivaro.gr en 2006-2008.

52. . En particulier, l'Alerte populaire orthodoxe (LAOS) de Georges Karadzaferis et le groupe néo-nazi Chrysi Avgi (Aube dorée).

53. . Antivaro.gr, « Υπογράψτε για την απόσυρση του βιβλίου ». Le site évoque plus de onze mille signatures en 2007, http://palio.antivaro.gr/deltio06_p.htm, (consulté le 15 octobre 2012).

54. . En première ligne de ce mouvement, les professeurs Kristia Koulouri, Stefanos Pezmazoglou, Vassilis Panayotopoulos, Christos Loukas, Antonis Liakos, Ilias Nikolakopoulos. Dans une conférence de presse commune, le 5 mars 2007, des représentants de cinq importantes revues de sciences sociales – *Historein*, *Mnimon*, *Sygychrona Themata*, la *Revue Hellénique de Science Politique*, *Istorika* – viennent défendre, avec force arguments le manuel de primaire auprès de l'opinion publique grecque. Également : « Πέντε πανεπιστημιακοί υπερασπίζονται το βιβλίο ιστορίας ΣΤΔημοτικού », *in.gr*, 6 mars 2007, <http://news.in.gr/greece/article/?aid=784709> (consulté le 15 octobre 2012).

55. . Ριζοσπάστης, 20 janvier, 22 avril 2007.

56. . antivaro.gr, consulté le 7 septembre 2009.

57. . Maria Repoussi, interrogée le 21 novembre 2012. Également, Maria Repoussi, « Τι άλλαξε στο βιβλίο ιστορίας », *Το Βήμα*, 17 juin 2007.

58. . Στα νεότερα και σύγχρονα χρόνια..., p. 16-31. En fait l'ouvrage précise que « l'État ottoman reconnaît aux chrétiens orthodoxes le droit à la vie et à la propriété en échange de nombreux impôts et obligations », *ibid.*, p. 18. Voir l'article de Girogos Karambelias dans *Ελευθεροτυπία*, 25 février 2007.

59. . Konstantinos Cholevas, station radiophonique de l'Église de Grèce, 11 mars 2007. Konstantinos Cholevas, *Εκκλησία και ελληνική διάρκεια*, Athènes, Stamoulis, 2008, p. 86-90.

60. . Il s'agit d'une institution prestigieuse mais des plus conservatrices, composée d'éminents universitaires.

61. . Le rapport, remis le 22 mars 2007, repère « un nombre substantiel d'erreurs, d'inexactitudes et de lacunes », *Το Βήμα*, 23 mars 2007 ; *Ελευθεροτυπία*, 26 et 27 mars 2007.

62. . La formation Aube dorée, de tendance néo-nazie, est entrée au Parlement avec les législatives de mai/juin 2012. Elle compte actuellement 18 députés à la Chambre. Isabelle Dépret, « L'extrême droite en Grèce », *La Revue Nouvelle*, n° 1, 2013, <http://www.revuenouvelle.be/>.

63. . *Ελευθεροτυπία* et *Net*, 26 mars 2007.

64. . La coordinatrice de l'équipe d'auteurs, qui se déclare prête à un travail d'amendement, exclut néanmoins toute modification dans la structure même de l'ouvrage.

65. . En août 2007, la ministre affirme encore le maintien au programme du manuel, certes revu et corrigé. Après les élections, Marietta Iannakou est remplacée par Euvripidis Stylianidis au portefeuille de l'Éducation nationale et des Cultes. *Καθημερινή-IHT*, 3 août 2007. *Ελευθεροτυπία*, 19 septembre 2007.

66. . *Ελευθεροτυπία*, 26 septembre 2007.

67. . Entre autres : Tassos Kostopoulos, *Η απαρευμένη γλώσσα. Κρατική καταστολή των σλαβικών διαλέκτων στην ελληνική Μακεδονία* [La langue interdite. Répression étatique des dialectes slaves en Macédoine grecque], Athènes, Mavri Lista, 2000. Fotini Tsibiridou, *Les Pomaks dans la Thrace grecque. Discours ethnique et pratiques socioculturelles*, Paris, L'Harmattan, 2000. Katerina Markou, « De la minorisation des Pomaques à la reconnaissance de la pomacité dans le contexte grec », dans Gills De Rapper et Pierre Sintès (dir.), *Nommer et classer dans les Balkans*, Athènes, École française d'Athènes, 2008, p. 133-140. Athina Skoulariki, « La crise macédonienne 1991-1995 et la question des slavophones en Grèce », *Balkanologie*, vol. VII, n° 1, 2003, p. 137-146. Konstantinos Tsitselikis et al. (dir.), *Γλωσσική ετερότητα στην Ελλάδα* [Altérité linguistique en Grèce], Athènes, Alexandria, 2001.

Le principe de construction d'une mosquée à Athènes – enjeu symbolique et politique – a été accepté par les gouvernements grecs depuis les jeux olympiques de 2004. En 2013, le projet ne s'est pas encore concrétisé. *Το Βήμα*, 17 décembre 2009.

68. . Isabelle Dépret, « L'Église orthodoxe de Grèce et le conflit des cartes d'identité 2000-2001. Mobilisation contre l'État laïc ou reflet d'enjeux ecclésiastiques internes ? », *Archives des sciences sociales des religions*, n° 131-132, 2005, p. 27-46.

69. . Les juifs de Grèce représenteraient au début des années 2000 quelques milliers de personnes. Données du Comité central des communautés juives de Grèce (KIS), 2004.

70. . 50 000 catholiques grecs et plus de 100 000 immigrants catholiques d'origine étrangère.

71. . Konstantinos Tsitselikis, « The Personal Status of Greece's Muslims. A Legal Anachronism or an Example of Multiculturalism ? », dans Roberta Alufi et Giovanna Zincone (dir.), *The Legal Treatment of Minorities in Europe*, Louvain, Peeters, 2004, p. 109-132.

72. . *Το Βήμα*, 12 avril 2009.

73. . Ministère de l'Éducation nationale et des Cultes pour l'année scolaire 2009-2010.

74. . Voir <http://www.cdsee.org/>, consulté le 7 septembre 2009.

75. . Kristina Koulouri (dir.), *Εναλλακτικό εκπαιδευτικό υλικό για την διδασκαλία της νεότερης ιστορίας της Νοτιοανατολικής Ευρώπης* [Matériel pédagogique alternatif pour l'enseignement de l'histoire moderne de l'Europe du Sud-Est], Salonique, CDRSEE, 2006, 4 vol., vol. 1, *Η Οθωμανική Αυτοκρατορία* [L'Empire ottoman] ; vol. 2, *Έθνη και Κράτη στην Νοτιοανατολική Ευρώπη* [États et Nations en Europe du Sud-Est] ; vol. 3, *Οι Βαλκανικοί Πόλεμοι* [Les guerres balkaniques] ; vol. 4, *Ο Δεύτερος Παγκόσμιος Πόλεμος* [La deuxième guerre mondiale]. En 2002, cette historienne coordonnait un premier ouvrage collectif d'historiographie balkanique. Kristina Koulouri (dir.), *Clio in the Balkans...*, op. cit.

76. . Les auteurs les présentent comme compléments aux ouvrages scolaires utilisés dans l'enseignement public, ouvrages dont l'insuffisance est suggérée.

77. . Mais aussi, selon les auteurs, à des étudiants et des enseignants.

78. . Kristina Koulouri (dir.), *Εναλλακτικό...*, vol. 1, *Η Οθωμανική Αυτοκρατορία*. Ce volume est coordonné par les historiens Halil Berkay et Bogdan Murescu. Il souligne d'emblée l'intérêt d'une meilleure connaissance historique de l'Empire ottoman pour les élèves des États d'Europe du Sud-Est. Il évoque la question des changements religieux, forcés ou volontaires, dans cette région, du xv^e siècle au début du xx^e siècle.

79. . Site du CDRSS (<http://www.cdsee.org/>), consulté 5 février 2010.

80. . *Newsbomb.gr* (<http://www.newsbomb.gr/>), consulté le 1 août 2012.

81. . Georges Mavrommatis, « Constructing Identities for Thracian Muslim Youth. The Role of Education », dans Sevasti Trumbeta et Christian Voss (dir.), *Minorities dans Greece. Historical Issues and New Perspectives*, numéro spécial de *Jahrbücher für Geschichte und Kultur Südosteuropas*, n° 5, 2003, p. 113-123. Thalia Dragona et Anna Frangoudaki (dir.), *Πρόσθεση, όχι αφαίρεση. Πολλαπλασιασμός, όχι διαίρεση. Η μεταρρυθμιστική παρέμβαση στην εκπαίδευση της μειονότητας της Θράκης* [Addition et non soustraction. L'intervention réformatrice dans l'éducation de la minorité de Thrace], Athènes, Metaichmio, 2008. Nelli Askouni, *Η εκπαίδευση της μειονότητας στη Θράκη. Από το περιθώριο στην προοπτική της κοινωνικής ένταξης* [L'éducation de la minorité en Thrace. De la marginalisation à la perspective d'intégration sociale], Athènes, Alexandria, 2007.
82. . Les études ottomanes sont spécialement représentées en Grèce par la Fondation nationale de la recherche d'Athènes (Dimitris Apostolopoulos, Mairi Païzi-Apostolopoulos, Evangelia Balta, etc.), par l'université de Crète (Elisabeth Zachariadou, Sokratis Petmezas, Andonis Anastassopoulos, Ilias Kolovos), par l'université de Salonique, plus récemment par l'université d'Athènes (Paraskevas Konortas), Pandios (Sia Anagnostopoulou), l'université de Ioannina (Aimilia Themopoulou).
83. . Voir le colloque intitulé *Voisinages fragiles* tenu à l'École française d'Athènes fin septembre 2007. Michel Balivet, « Aux origines de l'islamisation des Balkans », *Revue des Mondes musulmans et de la Méditerranée*, n° 66, 1992, p. 11-20.
84. . Stéphane Yerasimos, *L'occidentalisation d'Istanbul au XIX^e siècle*, Paris, Ministère français de l'Équipement, 1989. Marie-Carmen Smyrnelis (dir.), *Smyrne, la ville oubliée ? 1830-1930*, Paris, Autrement, 2006. Hervé Georgelin, *La fin de Smyrne. Du cosmopolitisme aux nationalismes*, Paris, CNRS Éditions, 2005. Mark Mazower, *Salonica, City of Ghosts. Christians, Muslims and Jews, 1430-1950*, Londres, Harper Collins, 2004. Meropi Anastassiadou, *Salonique 1830-1912. Une ville ottomane à l'âge des réformes*, Leiden, Brill, 1997. Bernard Lory, « Bitola à la fin du XIX^e siècle d'après les correspondances consulaires », communication à la journée d'étude du 3 avril 2009, *Regards sur la Macédoine*, organisée par le Centre d'études balkaniques de l'INALCO, Paris.
85. . Suraya Faroghi, *Subjects of the Sultan. Culture and Daily Life dans the Ottoman Empire*, Londres, Tauris, 2005.
86. . Bernard Lewis, *Islam*, Paris, Gallimard, 2005, p. 450-510. Il n'y aurait donc pas eu, de la part du souverain ottoman, le souci d'éradiquer de manière systématique la différence religieuse, ni, dans un premier temps, d'uniformiser les statuts religieux, juridiques et identitaires.
87. . Benjamin Braude et Bernard Lewis (dir.), *Christian and Jews dans the Ottoman Empire. The Functioning of a Plural Society*, vol. I, *The Central Lands*, New York/Londres, Holmes and Meier, 1982.
88. . Frederick Hasluck, *Christianity and Islam under the Sultans*, Oxford, Clarendon Press, 1929. David Baer, *The Dönme : Jewish Converts, Muslim Revolutionaries and Secular Turks*, Palo Alto, Stanford University Press, 2009. Gilles Veinstein (dir.), *Syncrétismes et hérésies dans l'Orient seldjoukide et ottoman (XIV^e - XVIII^e siècles)*, Bruxelles, Peeters, 2005. Michel Balivet, *Romanie byzantine et pays du Rum turc. Histoire d'un espace d'imbrication gréco-turque*, Istanbul, ISIS, 1994. Dionigi Albeira et Maria Couroucli (dir.), *Religions traversées. Lieux saints partagés entre chrétiens, musulmans et juifs en Méditerranée*, Paris, Actes Sud, 2009. Isabelle Dépret, « Musulmans et chrétiens en Thrace occidentale depuis 1923 : différenciations communautaires, enjeux politiques et dévotions mixtes », dans Isabelle Dépret et Guillaume Dye (dir.), *Partage du sacré : transferts, dévotions mixtes, rivalités interconfessionnelles*, Bruxelles, EME, 2012, p. 191-223. Isabelle Dépret, « Turcs, Grecs d'Anatolie et de Thrace au début du XX^e siècle. Mémoires traumatiques, altérité et culture partagée », *Le Figuier*, n° 4, 2012, p. 41-59. Evangelia Balta et Mehmet Ölmez (dir.), *Between Religion and Language. Turkish Speaking Christians, Jews and Greek-Speaking Muslims and Catholics in the Ottoman Empire*, Istanbul, Eren, 2011.
89. . L'édit Hatt-i Hümayun de 1856 proclame une pleine égalité des sujets, indépendamment de la religion.

90. . La loi de 1869 sur la nationalité crée une citoyenneté ottomane.
91. . Candan Badem, *The Ottoman Crimean War*, Boston et Leiden, Brill, 2010.
92. . Sia Anagnostopoulou, *Μικρά Ασία 19^{ος} αι.-1919. Οι ελληνορθόδοξες κοινότητες από το Μίλλετ των Ρωμιών στο Ελληνικό Έθνος* [Asie Mineure XIX^e siècle-1919. Les communautés helléno-orthodoxes du Millet des Rum à l'État nation], Athènes, Ellinika Grammata, 1997.
93. . François Georgeon (dir.), *Sous le signe des réformes. État et société de l'Empire ottoman à la Turquie kémaliste 1789-1939*, Paris, Isis, 2009.
94. . En 1902, selon le recensement ottoman, sur 126 000 habitants à Salonique, 62 000 soit 50-55 % sont de religion juive, 27 % sont musulmans, 23 % sont chrétiens (Grecs, Bulgares, Arméniens et occidentaux). Les études urbaines de Meropi Anastassiadou, Mark Mazower, Régis Darque, Rena Molho, Samy Levy, et d'autres indiquent le maintien d'une division spatiale en quartiers communautaires, qui confirme la tendance des membres d'une même communauté à vivre « entre soi ». Toutefois, la démolition des remparts en 1866, les incendies de 1890 et 1917 entraînent une nouvelle répartition, renforçant la mixité confessionnelle. Par ailleurs, les frontières seraient alors loin d'être étanches : au XIX^e siècle, l'archevêché orthodoxe et trois grandes mosquées se situent dans un quartier majoritairement juif. Il existe aussi des quartiers – voire des lieux de culte – mixtes, les choix individuels n'étant pas uniquement déterminées par des solidarités de type confessionnel.
95. . Ainsi, de jeunes musulmans sont employés dans des ateliers tenus par des chrétiens ; des ouvriers juifs, chrétiens, musulmans travaillent ensemble dans le port ou dans les premières usines de la ville ; des familles musulmanes aisées emploient des serviteurs juifs ou chrétiens. Marc Mazower évoque, pourtant, le cas de janissaires battant à mort un marchand chrétien, officiellement pour son incroyance ou de propriétaires juifs raillant les croyants chrétiens lors des cérémonies religieuses. Mark Mazower, *Salonica..., op. cit.*, p. 68.
96. . Eyal Ginio, « Musulmans et non musulmans dans la Salonique ottomane (XVIII^e siècle). L'affrontement sur les espaces et lignes de démarcation », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, n° 107-108, 2005, p. 405-416. Rena Molho, *Οι Εβραίοι της Θεσσαλονίκης 1856-1919* [Les Juifs de Thessalonique 1856-1919], Athènes, Thémelio, 2001. Rena Molho, « Popular Antisemitism and State Policy dans Salonica during the City's Annexation to Greece », *Jewish Social Studies*, n° 3-4, 1988/1993, p. 253-264. Également : Archives du ministère des Affaires étrangères hellénique (AYE), 1920, 6-7 ; 1929-1930, A/21, 4 ; 1928, 55/1.
97. . Voir par exemple parmi d'autres dossiers : Archives du Centre d'études micrasiatiques, Athènes, PON 1097, village de Mochaltsoroumou, région de Sevinkarachisar ; KP 226, village de Gourounos, région de Nigdi, Cappadoce ; KL 1, Adana, région d'Adana, Cilicie.
98. . « Les assises de l'interculturalité », *Le Soir*, 18 septembre 2009.
99. . Michel Wieworka, *Une société fragmentée ? Le multiculturalisme en débat*, Paris, La Découverte, 1996. John Welsh, *After Multiculturalism. The Politics of Race and the Dialectics of Liberty*, Lanham, Lexington Books, 2008. Tariq Modood, « Anti-Essentialism, Multiculturalism and the Recognition of Religious Groups », *Journal of Political Philosophy*, n° 6-4, 1999, p. 378-399.
100. . George Orwell, *1984* [1949], Paris, Gallimard, 1972.
101. . Les travaux récents dans ce domaine inscrivent ainsi davantage le manuel dans un échec de transmissions, d'interactions, qui prennent en compte les choix, les pratiques pédagogiques de l'enseignant, les échanges au sein de la classe. Simone Lässig, Maria Repoussi et al. (dir.), *History Education Under Fire..., op. cit.*
102. . Maurice Halbwachs, *La mémoire collective* [1950], Paris, Albin Michel, 1997.
103. . En mai 2008, l'Institut pédagogique charge un groupe d'historiens de rédiger un nouveau manuel d'histoire pour la 6^e année de primaire. *Ελευθεροτυπία*, 5 septembre 2010. Cet ouvrage doit remplacer le livre actuel sans revenir sur celui – trop chahuté – qu'avait coordonné M. Repoussi. De nouveaux manuels, qui reprennent une lecture classique de l'histoire nationale mais

améliorent la présentation didactique et pédagogique des chapitres, sont ainsi en vigueur depuis l'automne 2012.

RÉSUMÉS

Les enjeux autour de la mémoire collective, de l'histoire et de l'éducation nationale en Grèce sont au cœur de cet article. La question de l'écriture de l'histoire – spécialement l'histoire scolaire – est ici abordée à partir d'une controverse survenue en 2006-2007 autour d'un manuel de primaire. Comme dans bien d'autres pays, l'histoire scolaire a représenté en Grèce une préoccupation politique. L'enseignement de l'histoire à l'école a longtemps servi non seulement à fournir des connaissances mais aussi à transmettre une lecture nationale du passé. Parmi les périodes historiques sensibles en Grèce figurent les quatre à cinq siècles au cours desquels l'espace grec actuel s'inscrivait dans l'Empire ottoman. Cette époque est restée longtemps taboue, et refoulée de la mémoire collective, voire diabolisée. Cette période – et sa clôture au début des années 1920 – se trouvent précisément au cœur des frictions suscitées par la diffusion d'un manuel en 2006. Cette controverse est révélatrice de crispations au sein de la société hellénique à l'aube du *xxi*^e siècle ; de l'engagement d'acteurs académiques, politiques ou religieux dans le débat sur l'histoire scolaire et sur l'identité ; des transformations parallèles en cours dans les milieux intellectuels, politiques, éducatifs et dans l'historiographie hellénophone.

This article considers tensions in present-day Greece over collective memory, history, and national education. History-writing, especially school history-writing, is addressed here by looking at a recent controversy about a primary-level textbook. As in many other countries, school history in Greece has been a concern for those in power. For many years, history classes have aimed as much at consolidating national consciousness and conveying an ethnocentric reading of the past as at providing pupils with knowledge. The four or five centuries during which present-day Greece belonged to the Ottoman Empire are clearly a sensitive period that has long been demonized and banished from collective memory. The Ottoman era, and its aftermath in the early 1920s, was at the heart of a conflict in 2006-2007 regarding a new history textbook. This controversy revealed identity tensions in Greek society, highlighted the engagement of academic, political, and religious figures in the debate regarding historical identity, and illustrated parallel transformations among intellectual, political, and educational circles regarding Hellenic historiography.

INDEX

Keywords : collective memory, national education, Greece, Ottoman Empire, religious relations

Mots-clés : mémoire collective, histoire, éducation nationale, Grèce, Empire ottoman, relations interconfessionnelles

AUTEUR

ISABELLE DEPRET

Diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO, France), docteur en histoire, ancien membre scientifique de l'École française d'Athènes, elle est chercheur au Centre d'Études interdisciplinaire des religions et de la laïcité (CIERL, Université Libre de Bruxelles). Ses travaux portent sur l'histoire de la Grèce et des Balkans, les rapports entre religieux et politique en Europe du Sud-Est à l'époque contemporaine. Parmi ses publications récentes, signalons : *Église orthodoxe et histoire en Grèce contemporaine. Versions officielles et controverses historiographiques* (Paris, L'Harmattan, 2009) ; *Religion, nation, citoyenneté. L'Église orthodoxe de Grèce et le conflit des cartes d'identité* (Paris, L'Harmattan, 2012) ; avec G. Dye (dir.), *Partage du sacré. Transferts, dévotions mixtes, rivalités interreligieuses* (Bruxelles, EME, 2012) ; avec Joelle Dalègre, Kristina Alexopoulou, Nicolas Pitsos, *La Grèce inconnue d'aujourd'hui. De l'autre côté du miroir* (Paris, L'Harmattan, 2011).